

Philippe HAERINGER

ORSTOM, Paris
Institut Français de Recherche Scientifique
pour le Développement en Coopération
213, rue La Fayette
75480 Paris Cedex

L'explosion de l'offre artisanale à Abidjan et ses relations avec la récession économique (1980-1985)

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

7-2-83

N° : 26037 ex 1

Cote : B

L'étude qui suit trouve son origine dans un choc visuel ressenti, à la fin de l'année 1985, à l'occasion d'une redécouverte : celle d'une cité familièrement connue mais un moment délaissée. Qu'une ville comme Abidjan réserve des surprises à qui met quelques années entre deux visites, personne ne s'en étonnera. Que la saisie du changement soit favorisée par une telle distance, rien de plus banal. Mais les transformations dont il va être question ici ne sont pas seulement la somme, brutalement révélée, d'une paisible évolution quotidienne. Nous

verrons qu'elles comportent des éléments totalement nouveaux qui, ajoutés à une évidente accélération de l'évolution courante, semblent marquer une réelle rupture par rapport à la situation d'avant 1980.

Or 1980 est l'année à partir de laquelle la Côte-d'Ivoire s'enfonça dans une profonde récession économique. Cette coïncidence nous oblige à relier les deux phénomènes et donc à nous interroger sur la réalité - ou l'illusion - de corrélations possibles entre une conjoncture fortement dépressive et des émergences extrêmement positives.

A. LES CONTOURS DU PHENOMENE

De quoi s'agit-il ? Tout de suite les mots vont faire problème et cette difficulté nous projette d'emblée au cœur du sujet. Allons-nous parler de secteur informel ? Ce serait bien commode car il s'agit bien, en effet, d'une partie du champ recouvert depuis une quinzaine d'années par ce vocable. Mais on verra que l'une des caractéristiques fortes des activités observées consiste justement en un spectaculaire « formalisation » de l'offre. Pour autant, elles ne se confondent pas particulièrement (le recouvrement est au mieux très partiel) avec cette

fameuse tranche supérieure de l'informel que les économistes appellent le secteur de « transition ».

Un essor en quatre dimensions

Pour situer le phénomène, le plus simple est sans doute de le décrire. En commençant par le découvrir en pleine banlieue, au long de quelques artères nouvellement équipées. Un important programme de voirie, réalisé au cours des toutes dernières années, semble avoir canalisé la plus belle part des initiatives. Et que voit-on ? D'abord des

enseignes, beaucoup d'enseignes particulièrement efficaces, claquantes et précises. Puis des boutiques, des vitrines, des cabinets de consultation, des ateliers, des bars, des kiosques, etc., qui tous affichent un «look» auquel l'informel abidjanais ne nous avait pas accoutumés. Enfin et surtout des produits et des services dont beaucoup sont complètement nouveaux, et d'autres d'un niveau bien supérieur à celui qu'on leur connaissait quelques années plus tôt.

En termes plus ramassés, on pourrait dire qu'il y a d'abord un climat et une présentation formelle qui expriment à eux seuls un grand renouvellement de l'esprit d'initiative. Que celui-ci a conquis ou inventé de nouvelles branches d'activité. Et qu'il a gravi dans le même temps, dans les branches préexistantes, plusieurs échelons dans la qualité des prestations.

A ces trois dimensions du changement (affichage, innovation, qualité), il faut ajouter une quatrième, dont on ne prendra la mesure qu'en quittant les quartiers populaires. L'habitué de l'Abidjan d'avant 1980 sera en effet surpris de constater l'envahissement, apparemment pacifique et convivial, des immenses quartiers résidentiels ou centraux de cette ville par une activité foraine qui en était jusqu'ici sévèrement bannie. La police urbaine, qui admettait tout juste les marchandes d'oranges ambulantes, ferme aujourd'hui les yeux sur la constitution de véritables alignements de kiosques, échoppes et ateliers certes démontables (en bois), mais durablement installés sur la voie publique ou sur les terrains vacants.

Le secteur «informel» part donc à la conquête d'une nouvelle clientèle en allant s'installer chez elle, au plus près de ses besoins. Au pied des immeubles des riches (par exemple dans les quartiers de la Riviera ou des Deux-Plateaux), on trouve désormais plombiers, électriciens, vitriers, tailleurs, fleuristes ou marchands de mobilier... En face des institutions d'enseignement, les étudiants trouvent buvettes et cantines, téléphones et papeteries... Dans la prestigieuse cité des affaires du Plateau, la foule des employés de bureau peut à présent s'engouffrer, à l'heure de midi, dans divers caravansérails de la restauration (par

exemple autour du chantier, arrêté, de l'hôpital central). Enfin, de nombreuses pelouses publiques, notamment celles qui accompagnaient les voies sur berge (autour des lagunes), sont devenues des lieux d'intense production de plantes ornementales.

Une citoyenneté créative

Ce décloisonnement géographique de l'initiative populaire est un véritable événement pour Abidjan, mais paraîtra bien tardif au regard de ce qui a cours dans beaucoup de villes du tiers-monde. Abidjan cesse, sur ce point, de se singulariser et ce phénomène a davantage une signification dans l'ordre du symbolique (les beaux quartiers d'Abidjan ne sont plus tout à fait tabous, un mythe s'écroule) qu'une résonnance profonde au cœur de la société citadine.

Beaucoup plus importante apparaît, en effet, la transformation de l'offre artisanale dans les quartiers populaires eux-mêmes; d'abord pour une évidente question de poids en termes de densités humaines, ensuite parce qu'une telle transformation est symptomatique d'une citoyenneté en marche: l'évolution d'un commerce, l'apparition d'un service, etc., ne peuvent être indifférents (comme causes ou comme effets) aux changements de la vie quotidienne. Et la multiplication rapide de ces changements pourrait signifier que des quartiers et banlieues dortoirs, jusqu'ici relativement mornes et «sous-urbanisés», sont en train de devenir des espaces producteurs de citoyenneté, en tout cas d'une citoyenneté plus affichée, plus élaborée et plus structurante que par le passé. C'est à ce phénomène-là que l'on s'attachera dans les pages qui suivent.

Pour être bien certain de ne pas mélanger les genres et de bien cadrer un mouvement en profondeur (c'est-à-dire touchant les grandes masses urbaines), j'ai écarté du champ de l'observation non seulement les «beaux quartiers» et le centre-ville, mais aussi les vastes ensembles d'habitat conçus pour les classes moyennes (par exemple le secteur du Banco et de Yopougon), de même que les quartiers populaires les plus anciens, donc en situation de centralité (par exemple Treichville et Adjamé). D'autre part, pour ne pas risquer d'être trop sélec-

tif en me donnant latitude de puiser mes exemples dans l'immensité du tissu urbain (et d'y choisir les meilleurs), je m'en suis tenu à un itinéraire en guise de coupe, au long duquel j'ai à peu près tout relevé, tout photographié au sens propre (1).

Cette coupe à travers la ville relie deux quartiers qui, à eux deux, semblent bien représenter le niveau médian de la ville populaire. Ni centraux ni vraiment périphériques, ils appartiennent à une génération de quartiers qui les situe au carrefour de la ville sous administration coloniale et de l'explosion urbaine des années 70. Williamsville, prolongement d'Adjamé, est le dernier lotissement administratif d'avant 1960, tandis qu'Abobo-Marché est l'un des premiers maillons d'une urbanisation spontanée qui, à partir de 1965, s'est propulsée hors du périmètre municipal, à dix kilomètres des limites de l'agglomération. Depuis, Abobo s'est développé loin vers le nord et rassemble désormais plus d'un demi-million d'habitants. Les pouvoirs publics l'ont, par étapes, quelque peu remanié et l'ont solidement amarré au reste de l'agglomération par le truchement d'une voie rapide et d'une seconde voie, plus modeste, appelée «route du Zoo».

C'est au long et aux alentours de cette route, et particulièrement à ses deux extrémités (puisque un hiatus demeure dans le continuum urbain), que cette étude a été faite. Elle rassemble donc, du sud au nord, quelques rues de Williamsville, de Dokui, Abobo-Té, San-Manké et Abobo-Marché. Dans son tracé actuel, la route du zoo constitue un axe nouveau et c'est aussi une raison de ce choix: les activités qu'elle attire est nécessairement représentatives de la période récente. Mais les rues visitées aux deux pôles de ce parcours sont anciennes et témoignent donc, elles, des processus

évolutifs. A noter qu'une partie des rues d'Abobo ont été récemment revêtues et équipées (opération Banque mondiale), ce qui n'a pu que favoriser le renouvellement de l'offre artisanale et commerciale. Il faut enfin préciser que, pour vérifier la répétition de certains faits d'observation, je ne me suis évidemment pas privé de déborder largement de ce cadre expérimental.

L'affichage

L'étude ne peut pas ne pas commencer par là. Il est légitime et nécessaire de partir du signe, du déclic qui a interpellé l'observateur. Non seulement parce qu'il fournit une bonne introduction, mais aussi parce que ce signe va finalement délimiter l'objet: il y a parfaite congruence entre l'un et l'autre.

Les enseignes de boutique ne sont pas choses nouvelles dans les quartiers d'Abidjan. Elles pouvaient déjà faire les choux gras des photographes de l'exotique. Mais, hors quelques exemples pittoresques comme les panneaux imagés des coiffeurs (amusantes figurations des coupes à la mode) et quelques autres fantaisies picturales ou discursives (nombreuses maximes), elles étaient généralement discrètes, négligemment exécutées et nullement systématiques, la plupart des boutiques en étant dépourvues. Aujourd'hui, sur les lieux étudiés, les enseignes ont exactement les caractères inverses: grandes lettres soignées, calibrées, dessinées sur d'impeccables panneaux blancs. Il semble qu'un certain standard très «pro» se soit instauré. Et désormais, toute activité durablement installée s'astreint à cet affichage ou s'y complait, semblant à la fois suivre une mode et rechercher une efficacité soudain jugée nécessaire.

A l'appui de cette dernière hypothèse (l'efficacité): la redondance de l'affichage,

(1) L'objectif immédiat de l'opération était en effet la production d'un diaporama (Ph. HAERINGER et al., 1985), réalisé à l'occasion d'EXPO 85 (Abidjan, nov.-déc. 1985). Cette foire-exposition agricole, industrielle et commerciale était la première du genre sur la place. Indépendamment de son impact dans les milieux professionnels, elle connut un succès populaire tout à fait considérable et prit une allure de fête. On a pu interpréter l'événement comme un signal pour le redémarrage économique. Il en fut en tout cas, vu la façon dont la population abidjanaise s'en empara,

un peu à l'image de la dynamique décrite dans cette étude.

Quant à celle-ci, elle est nécessairement tributaire de son substrat audio-visuel et ne saurait tenir lieu d'enquête économique. Elle est une tentative d'interprétation d'un système de signes (inscrit dans un milieu familier à l'auteur) et revendique à ce titre - mais à ce titre seulement - sa légitimité scientifique. On verra qu'elle est susceptible de donner le goût d'aller beaucoup plus loin.

qui non seulement figure en enseignes au fronton des boutiques mais encore s'exprime, à distance, en une forêt de pancartes fléchées, plantées au coin des carrefours. A l'appui de l'idée de mode: la soudaineté du phénomène et la relative uniformité du graphisme et des supports. Les deux interprétations renvoient l'une et l'autre à un métier nouvellement apparu, ou tout au moins sorti de l'ombre et désormais omniprésent: la «calligraphie».

Nous retrouverons plus loin les ateliers où s'exerce cet art, qui sont eux-mêmes à classer parmi les innovations surgies du secteur d'activité qu'ils contribuent à «révéler». Mais il convient d'abord de cerner au mieux celui-ci, de lui donner le contour le moins équivoque qu'il sera possible. Et c'est bien l'affichage, le recours à la «calligraphie», qui paraît fournir aujourd'hui le meilleur critère de repérage d'un secteur sinon homogène, du moins suffisamment cohérent pour justifier qu'on l'isole, qu'on le détache du reste de l'économie, informelle ou non, dont les quartiers populaires sont le substrat.

Pignons sur rue

Les activités dont il est ici question ne représentent pas, en effet, toute l'économie populaire. Elles laissent de côté à la fois celles qui ne sont pas tournées vers la rue et celles qui, dans la rue, ne sont pas en poste fixe et durable.

Dans la première catégorie on trouve des artisanats de production qui ne s'adressent pas directement à leur clientèle finale (par exemple le fumage de poissons, la savonnerie, l'aviculture, la briquetterie); ou, avec des nuances, les échelons gros et demi-gros des réseaux d'approvisionnement vivrier; ou encore des activités qui s'exercent en des lieux spécifiques: marchés, mosquées, gares routières, replis et terrains vagues des périphéries urbaines. On peut y ajouter une foule d'échanges sans localisation, sans support matériel, invisibles en quelque sorte.

Dans la seconde catégorie sont évidemment à classer le micro-négoce des «tabliers», cuvettes et braseros au bord des trottoirs, sur les carrefours ou au seuil des cours d'habitation; les petits prestataires de service ambulants, les tâcherons (y compris le

poste important des maçons, couvreurs et peintres en bâtiment), une partie de l'offre privée de transport urbain, etc.

Le sous-secteur étudié étant celui qui s'affiche dans la rue, les activités qu'il réunit ont donc en commun trois caractéristiques: elles s'adressent à une clientèle finale, elles disposent d'un local fixe, durable, et ce local est ouvert sur la rue. Ce sous-secteur de l'économie populaire englobe donc le phénomène de la boutique (commerce ou service), élargi à la notion de kiosque (sur la voie publique) pourvu que l'installation soit stable; il s'étend également à diverses sortes d'ateliers (de réparation ou de fabrication) ainsi qu'à certaines formes de lieux de consommation (bars, restaurants, hôtels, dancings et discothèques). Il inclut aussi des lieux de consultation (santé, conseil juridique) et des petits établissements d'enseignement privé, ce qui le fait quelque peu déborder de la sphère artisanale au sens habituel du terme.

Cet ensemble d'activités, qui s'efforcent d'avoir «pignon sur rue», concourent à créer au cœur des quartiers populaires d'Abidjan un phénomène de centre-ville qui, désormais, ne se confond plus avec le seul marché ni même avec ses abords immédiats. La diversité et, parfois, la sophistication de l'offre, de même que sa formalisation grandissante, au moins extérieure (boutiques, enseignes, vitrines, etc.) éloignent peu à peu ce sous-secteur de l'imagerie classique d'une économie informelle insaisissable et quelque peu éso-térique.

Dans le même temps, une banlieue, jusqu'ici affectée d'une forte charge de marginalité, paraît changer de statut et devenir un maillon urbain à part entière, du moins par référence à quelques-uns des critères classiques de la citadinité: diversité des métiers, développement du tertiaire, niveau d'équipement... On peut même dire que cette transformation va au-delà des modèles classiques dans la mesure où le développement des activités décrites ne se traduit pas seulement par une concentration axiale ou centrale. Nous aurons l'occasion de souligner la remarquable diffusion de services jusqu'à présent exceptionnels ou inexistantes sur l'ensemble du tissu urbain. Ce qui veut dire qu'à une fonction d'ani-

mation (à l'échelle du quartier et de son centre) s'ajoute une fonction d'équipement (au plus près de l'habitat), ce qui équivaut

sans doute à d'appréciables améliorations des conditions de vie, sûrement à une modification sensible des habitudes.

B. PHYSIONOMIE DE L'OFFRE EN DOUZE SEQUENCES

L'offre artisanale s'est donc à la fois démultipliée, diversifiée, spécialisée. Elle a inventé ou conquis de nouveaux «créneaux», mais elle a aussi amélioré ses prestations dans les domaines d'activité traditionnels. Je ne chercherai pas - je ne m'en suis pas donné les moyens - à distinguer absolument ce qui, dans cette évolution, est strictement attribuable à la dernière demi-décennie. Il est bien évident que de nombreux changements s'inscrivent dans un continuum dont les étapes seraient difficiles à suivre et, pour la plupart, non datables. Je soulignerai toutefois la convergence d'un certain nombre d'innovations qui se sont soudainement épanouies. Mais on ne peut pas ne pas commencer par le commencement, à savoir la boutique la plus traditionnelle d'Abidjan, une sorte de boutique à tout vendre que l'on rencontre partout, y compris dans les postes de brousse les plus reculés, et dont la nature-même témoigne du sous-équipement relatif dans lequel les quartiers périphériques de la ville étaient encore récemment plongés.

La boutique à tout vendre: de la segmentation à l'intégration

L'archétype de la boutique abidjanaise, celle dite du «Nago», n'a pas disparu. Traditionnellement tenue par des originaires des côtes du Bénin - tout particulièrement par des Yoruba ou Anango du Nigeria -, elle n'a pas besoin d'enseignes pour annoncer la couleur. C'est le petit bazar du coin de la rue, souvent limité à un simple réduit faisant comptoir, et où l'on trouve tous produits de première nécessité, de la boîte de tomate concentrée à la boîte d'allumettes, de l'huile de palme naturelle au pétrole lampant, des seaux et cuvettes multicolores aux savons et cosmétiques.

Alors que de telles boutiques demeurent, on constate une évolution dans deux sens opposés. D'une part, on commence à retrouver chacun des «rayons» de ce com-

merce polyvalent dans des boutiques spécialisées, dont la diversité est évidemment égale à l'éclectisme des boutiques nago. L'exemple le plus «pointu» est peut-être celui de la sachetterie: certaines boutiques ne vendent que des sachets plastiques et divers emballages (clientèle: les petites marchandes de l'alimentaire). D'autres sont consacrées aux récipients en plastique, d'autres encore aux savons et cosmétiques, spécialisations qu'on ne trouvait que sur les marchés. Plusieurs cartoucheries attirent l'attention, mais je ne saurais dire si elles relèvent du même phénomène: les boutiques nago vendaient-elles aussi des munitions? Un exemple plus convivial et novateur est celui de curieux kiosques aux couleurs vives, dont les enseignes annoncent «cigarettes/œufs frais/journaux», surprenante association à quoi s'ajoute parfois un poste de téléphone... mais c'est une autre histoire, sur laquelle nous reviendrons.

Dans un autre sens, au lieu d'une segmentation de l'activité commerciale, on observe au contraire des établissements plus importants, réalisant une intégration plus poussée, plus organisée. On est en effet loin de la boutique du Nago dans tel ou tel «bazar-droguerie-plomberie» pourvu d'un département «sanitaires», ou dans tel magasin de «beauté» réunissant tissus, bijouterie et cosmétique.

Il semble peu probable - mais l'enquête reste à faire - que de la boutique Nago au bazar-droguerie ou au kiosque à œufs l'évolution soit linéaire; autrement dit, qu'elle soit accomplie par les mêmes acteurs. Plus vraisemblablement, de nouveaux «entrepreneurs» se sont introduits. Mais il existe d'autres secteurs où le développement constaté mêle à l'évidence des acteurs traditionnels dont le comportement évolue et des initiatives radicalement novatrices. C'est le cas, par exemple, du secteur de la restauration.

De la marmite au restaurant

Les traditionnelles mami-foutou ont changé. Elles opéraient sur le trottoir ou au fond des cours. Elles tiennent à présent de véritables petits restaurants côté rue, avec salles, tables et chaises, enseignes et menus. Ce sont les célèbres «maquis» d'Abidjan... (2) qui ne sont plus des maquis depuis qu'ils sont, précisément, sortis des cours, ou d'implantations plus clandestines encore (chantiers ou délaissés de la ville) où les Abidjanais modestes ont découvert qu'ils pouvaient fraterniser autour d'un plat de la brousse. Le nom et la mystique du restaurant-maquis sont restés, mais la formule s'est «embourgeoisée» tout en se multipliant. Les mœurs ont intégré le loisir restaurant.

Bien entendu, cela n'a pas fait disparaître les moyens plus expéditifs de se sustenter dans la rue. La gamme reste complète entre la marmite ambulante et ces petits établissements rangés. A mi-chemin, certaines mamies se contentent d'installer leurs foyers et batterie de cuisine dans et devant le petit local sur rue dont elles disposent. Les clients viennent prendre livraison d'un foutou ou d'un gari et emportent leur plat, ou bien ils s'assoient alentour sur un tabouret ou sur un vieux pneu.

Le secteur de la restauration ou, plus généralement, de l'alimentation, égrène dans les quartiers des spéculations plus particulières. C'est par exemple une salle de cérémonie, pour repas de mariage, baptême, anniversaire; ou de simples loueurs de chaises. Mais surtout des activités de production ou de distribution qui, en réalité, n'entrent que pour une partie dans le cadre donné à cette étude, car elles ne se livrent que subsidiairement à la vente directe. Il s'agit, par exemple, de boulangeries semi-industrielles, de mûrisseries de bananes, de grossistes en viandes (à noter qu'il n'y a pas de boutiques de bouchers détaillants: tout se passe sur les marchés), de fabriques de semoule de manioc, etc.

Ce dernier produit, connu sous le nom d'«attiéké», traditionnellement fabriqué dans le cadre de l'économie domestique par toutes les villageoises des régions côtières

et lagunaires, reste très apprécié en milieu urbain. Il y a longtemps déjà que les villageoises ébriées ou adiokrou tirent profit de ce marché et qu'elles envoient tous les matins des convois emplis d'attiéké. Mais des unités de production en milieu urbain même constituent une innovation dont il serait intéressant d'étudier le fonctionnement.

Quand les jeux de la rue engendrent des métiers

Proche, au départ, du secteur de la restauration, le monde des bars et buvettes débouche sur celui des loisirs. L'existence, dans les quartiers, de petits comptoirs distribuant bières ou «sucreries» (limonades et jus de fruits) n'est évidemment pas une nouveauté. Mais, alors qu'ils se ressemblaient tous, on voit aujourd'hui qu'ils s'efforcent souvent de marquer leurs différences. Certains, par l'aménagement de terrasses assez joliment encloses, sous des stores, par des palissades en bois peint, prennent le caractère d'estaminets chic et discrets. D'autres, comme la Buvette du Terminus, disposant d'un grand espace, annoncent à grandes lettres qu'ils sont voués à la «détente».

L'un des ingrédients de cette détente est le babyfoot, qui connaît une vogue étonnante: même les bars les plus sommaires en possèdent au moins un, qu'ils installent dans la rue. On ne saura jamais si ce succès et cette diffusion sont la conséquence ou l'origine de la bonne fortune d'un menuisier de quartier, spécialisé dans la fabrication de ces jeux qu'il peint en rouge bordeaux, en ocre jaune, en vert pomme... L'animation des rues les moins commerçantes, en tout cas, s'en ressent. Mais ce n'est qu'un jeu parmi d'autres. D'autres groupes se forment autour de joueurs de ludo (un jeu de dés), d'awélé (un jeu à trous et à billes) ou de dames... Nous ne nous éloignons qu'en apparence de notre sujet car ce dernier jeu, objet de tournois de quartier, a engendré ici une création d'activité: une école de jeu de dames! Mais il y a aussi la musique et la danse, qui font également bon ménage avec la boisson comme

dans cette «buvette-discothèque» modestement dénommée «La Mélodie Universelle» ou dans le bar-dancing «Las Vegas» qui racole de loin sa clientèle avec d'immenses panneaux haut perchés plantés aux carrefours.

Quand les infirmiers des hôpitaux se mettent à leur compte

Malgré tout, les changements observés dans le domaine de l'artisanat des loisirs sont moins surprenants que ceux que l'on enregistre dans d'autres domaines plus culturels que techniques, comme celui de la santé ou celui de l'enseignement. Les métiers de la santé, singulièrement, ont fait une soudaine et spectaculaire apparition dans les quartiers populaires d'Abidjan.

Jusqu'à ces dernières années, ce secteur restait invisible: PMI et dispensaires publics fort éloignés, médecine «africaine» totalement occulte. Aujourd'hui, il n'y a guère de rues qui ne possèdent leur infirmerie privée. Une réforme hospitalière ayant, en 1983, remis en cause la gratuité des soins, les infirmiers se sont aussitôt saisis du marché nouveau ainsi créé. C'est du moins l'interprétation provisoire que l'on peut donner à la création de ces petites officines propres proposant «injections, pansements, contrôle de tension». Pas d'avantage, et cela semble un gage de sérieux.

Cette retenue n'est pas partagée par un autre type d'établissement de santé, plus important: la clinique, également nouvelle venue dans ces quartiers jusqu'ici oubliés. Occupant, par exemple, un étage d'immeuble, elle ne craint pas d'annoncer en pleine façade (toujours la calligraphie!) des compétences fort éclectiques qui laissent d'autant plus songeurs que les guérisseurs, eux-mêmes, se sont emparés du terme de clinique sans renoncer à celui de charlatan! On voit telle clinique «d'inspiration divine» voisiner avec un panneau fléchi vantant les filtres d'amour d'une «célèbre charlatante»...

Jardins d'enfants et cours du soir

On pourrait également à la fois s'amuser et s'inquiéter de l'exubérance de l'offre privée en matière d'enseignement. Mais la surenchère verbale se limite, ici, à l'invo-

cation d'un référent prestigieux à l'exemple de tel cours Montesquieu ou Unesco. C'est plutôt un sentiment d'admiration que l'on éprouve - avant d'en savoir plus - devant l'abondance des offres. Beaucoup de jardins d'enfants et beaucoup de cours du soir (enseignement secondaire) sont autant de témoignages d'une citoyenneté en marche. Au-delà du fait scolaire se profile le travail de la femme, les contraintes horaires du salariat, les espoirs de promotion interne ou de reconversion.

Les écoles primaires privées, elles, ne sont pas nouvelles, pas plus que les écoles coraniques, mais elles se multiplient et l'enseignement maraboutique se veut désormais «franco-islamique». Est-ce le résultat d'une convention avec le ministère de l'Education? Apparaît aussi l'enseignement technique; outre les écoles de secrétariat, déjà classiques, j'ai trouvé des ateliers d'apprentissage dont un consacré à une technique nouvellement introduite à Abidjan: le tricotage mécanique.

Dans ce climat studieux, il n'est pas étonnant de voir apparaître les premières petites librairies-papeteries (surtout papeteries) artisanales, essentiellement consacrées aux fournitures scolaires. On verra plus loin que des initiatives plus inattendues offrent aux élèves (mais pas seulement à eux) des services relativement pointus, comme la photocopie et la dactylographie...

Du fond de cour à la boutique: les vitrines du prêt-à-porter

Avec les métiers de l'habillement et, à leur suite, tous ceux qui s'occupent de la silhouette humaine, du «look», on retrouve un vieux gisement de l'artisanat urbain abidjanais. Métiers traditionnels, s'il en fut, que celui de couturière et ceux de tailleur, de coiffeur, de tresseuse, de cordonnier, et même de photographe... Mais comme dans le domaine de la restauration, d'importantes innovations se sont introduites, soit en continuité avec les pratiques anciennes, soit en rupture nette avec celles-ci.

L'un des changements les plus significatifs est certainement celui qui pousse les couturières, longtemps partagées entre leur domicile et les stalles surpeuplées des marchés, à ouvrir une boutique et à exposer

(2) Cf. F. Kouakou N'GUESSAN, 1983.

leurs modèles derrière une vitrine. Cette mode ou cette nécessité s'est répandue très vite au point qu'on voit maintenant à peu près partout, même dans les rues les moins passantes, ces vitrines de «chiffons» polychromes qui sont autant de tableaux d'art populaire. Mais au-delà de l'effet de «montre», ces vitrines revêtent un sens économique précis : elles soulignent le passage (partiel) d'une production de commande à une production de prêt-à-porter. Toutes les couturières ne font pas les mêmes choses. Certaines sont spécialisées dans les robes d'enfant. J'en ai vu qui ne confectionnaient que des «soutiens». D'autres se sont lancées dans les techniques du tricot mécanique, et peut-être y a-t-il un lien entre l'introduction de cette technologie à la fois coûteuse et productive et l'importance relative des ateliers qui la pratiquent. Certains réunissent près d'une dizaine d'ouvrières et petites mains dans une ambiance joyeuse et colorée (toujours la couleur!) qui mérite qu'on s'y fasse introduire.

Malgré ce bond en avant de la couture féminine, il semble que les tailleurs masculins, certes moins nombreux, aient conservé une longueur d'avance dans la formalisation de leur art et négoce. Les boutiques et vitrines, ce ne sont pas choses nouvelles pour eux. Mais ce qui paraît plus neuf, c'est que certains d'entre eux soient devenus des ...couturiers; à moins qu'il ne s'agisse de nouveaux venus. Cet événement est sans doute à mettre en rapport avec l'émergence récente d'une haute couture ivoirienne, qui traverse les frontières. Un parfum de discrète élégance, très actuelle dans le style, imprègne en tout cas ces boutiques où des hommes s'occupent d'habiller des femmes.

En aval du secteur de l'habillement et plus prosaïques peut-être, mais révélatrices d'un niveau d'équipement, les techniques du nettoyage à sec commencent elles aussi à pénétrer les quartiers. Toutefois, les «presings» ne disposent pas toujours du matériel que le label évoque. On ne s'en étonnera pas.

Les tresses du samedi soir : professionnalisation d'un savoir domestique

Quand on passe au domaine, voisin, de la coiffure, c'est encore pour retrouver un lieu bien connu du pittoresque citadin de l'Afrique noire. Les petits salons surmontés, voire encadrés, de têtes peintes, de profil et à la queue leu leu, pour illustrer les diverses coupes proposées (azazou, coq, ghana, etc.) sont toujours là. Mais la profession s'est diversifiée. D'abord par l'apparition de salons de coiffure féminine. Tenus par des femmes, ces salons appartiennent d'emblée à une génération plus moderne. Tandis que les figaros masculins opèrent dans des locaux frustes, aux vantaux de bois toujours largement ouverts sur la rue, les salons féminins dérobent au regard du passant ce qui s'y passe. Ce sont des locaux vitrés et climatisés, à l'ornementation plus raffinée et moins naïve. Mais on trouve aussi, à présent, des formules mixtes comme le salon de Bob Nelson, «prince du défrisage», qui s'adressent donc aussi bien aux dames qu'aux hommes.

Retour aux pratiques féminines, avec le tressage capillaire. On tient là un exemple d'activité domestique, ancestralement pratiquée entre sœurs ou voisines - généralement le samedi -, dont on assiste à la professionnalisation partielle. Les salons de coiffure dont il vient d'être question, surtout consacrés aux coupes lisses (après défrisage), font de plus en plus appel, aussi, à des tresseuses, les modes bourgeoises faisant un retour à l'esthétique savante et multiple de la tresse nouée. Mais des tresseuses professionnelles pratiquent aussi dans la rue, sans autre équipement qu'un petit stand où elles vendent quelques accessoires. C'est un peu comme si elles venaient tout juste de sortir des cours d'habitation. Cependant, au vu de leur stand, on peut se convaincre qu'elles sont déjà engagées sur la voie qui les conduira à ouvrir boutique. Déjà elles pratiquent l'affichage sous la forme de montages photographiques exposant les diverses sortes de tressage qu'elles proposent; encore des tableaux d'art populaire!

Cordonniers, horlogers, photographes...

Curieusement, on observe chez les cordonniers à peu près le même processus que ce que l'on vient de voir pour les tresseuses. On les voyait travailler à même le sol autour des marchés ou dans quelque recoin. Voici qu'ils se construisent des petits kiosques tout enguirlandés de chaussures réparées ou à réparer. Ce n'est certes pas tout à fait nouveau. Mais certains sont allés beaucoup plus loin, comme le propriétaire de cette avenante «cordonnerie internationale» qui, dans un local en forme de véranda, avec auvents et claustras, propose des services spéciaux : talon minute, semelle «rapide», mais surtout de changer la couleur de vos chaussures, toutes couleurs disponibles. Un énorme panneau publicitaire tente, par sa taille même de prouver qu'il s'agit bien d'une cordonnerie internationale...

Pourtant, la formule du kiosque ne doit pas nécessairement être interprétée comme un succédané ou un embryon de boutique. On a vu et surtout on verra qu'elle se prête bien à certaines innovations. Et des métiers déjà anciens lui restent fidèles, comme les très fameux «docteurs de montres». Pas plus grands que des guérites, leurs ateliers qui peuvent prêter à sourire, font partie du folklore. Mais un regard attentif sur la gestuelle de l'artisan peut convaincre que l'on a bien affaire à des horlogers.

Pour terminer cette série d'artisanats consacrés aux accessoires et à l'apparence du corps humain (à noter que la bijouterie reste absente de ce développement boutiquier), nous entrerons chez quelques photographes. En commençant par l'atelier de «Tonton Stanislas», par exemple, ou de tel autre, assis devant sa porte. Car, dans des locaux aussi rudimentaires que ceux des coiffeurs, ils correspondent au même âge des artisanats citadins de ce pays. Ils ne connaissent que le noir et blanc. Ils exposent leurs œuvres dans deux petits présentoirs vitrés accrochés aux vantaux de leur porte. En passant celle-ci, il faut baisser la tête : une ficelle, des pinces à linge, des tirages qui sèchent font obstacle. D'autres ateliers, on l'aura deviné, sont mieux équipés. Ils font des grands portraits, des encadrements, ils essayent des trucages de couleur. Mais tous ont en commun, sur leurs pré-

sentoirs petits ou grands, de luxuriants patchworks de physionomies, d'attitudes et de silhouettes chantant plus l'amitié que l'amour; avec un goût étrange pour la gemellité, obtenue soit par la pose étudiée de deux ami(e)s, soit par le montage en double inversé d'une même personne.

Les dix métiers «propres» de l'automobile

Après les métiers s'adressant à la personne (pour la nourrir, la distraire et l'instruire, la soigner, la vêtir et la célébrer), nous retrouvons deux groupes de métiers plus «matériels», consacrés les uns à l'automobile, les autres à l'habitation.

La réparation automobile a depuis longtemps diffusé ses techniques à Abidjan comme dans n'importe quel poste de brousse. Ce qui paraît aujourd'hui remarquable, c'est la division de cette branche en dix ou douze spécialités autonomes. C'est probablement la vulcanisation qui, de longue date, s'est détachée la première. Mais l'on voit aussi des ateliers de rebobinage, des ateliers de soudure, des spécialistes du regarnissage de freins et disques, des spécialistes de la climatisation automobile, des selliers, des revendeurs de pièces détachées, etc. Ce qu'il faut remarquer, c'est que toutes ces spécialités s'accommodent de petits locaux fermés, au contraire de la mécanique générale et de la tôlerie, rejetées hors du tissu urbain dense et que l'on retrouve dans les replis délaissés de l'agglomération, avec leur cortège de carcasses. Les petits ateliers et comptoirs, eux, s'inscrivent à l'évidence dans le courant général de formalisation de la boutique citadine, avec les mêmes signes extérieurs : souci de l'enseigne et de la façade. Dans ce secteur d'activité, les sigles sont très recherchés, par mimétisme avec les raisons sociales des grandes sociétés concessionnaires de la place. On trouve donc, par exemple, l'ARMEG : Atelier de rebobinage moteur et d'électricité générale. Quant à l'aspect des devantures, on est tout de même étonné de constater que l'habituel trou noir à quoi se résumait le local d'un vulcanisateur devient une aimable boutique vert amande. Disons tout de même qu'il y en a de plus soignées que d'autres.

Il faut aussi parler des laveurs de voiture. Particulièrement représentative des petits

boulots de l'informel, cette activité est peut-être, elle aussi, en voie de formalisation. Outre qu'elle obéit, comme toute activité informelle, à ses propres lois, elle semble à son tour «s'installer», même lorsqu'elle choisit quelque bas-fond reculé où l'eau n'est pas chère. Elle se donne des raisons sociales, comme le Lavage-Auto Espoir, et guide sa clientèle avec des panneaux fléchés commandés aux meilleurs calligraphes.

Métiers de la maison : diffuseurs d'un confort accru

Les artisanats consacrés à l'habitation sont, bien sûr, encore plus variés que ceux de l'automobile. Il y a d'une part les corps du bâtiment, il y a d'autre part les fabricants et diffuseurs de biens d'équipement ménager ou mobilier. Je n'ai certes pas rencontré, au long du parcours réalisé, d'entreprises de maçonnerie ou de peinture en bâtiment. Ces artisans existent, bien entendu, mais ne semblent pas encore avoir ressenti le besoin de «s'établir» sur la voie publique. Le système bien connu du tâcheronnage par démarchage ou par le bouche à oreille semble encore la règle dans ce secteur (sous bénéfice d'un plus large inventaire).

En revanche, les métiers nécessitant un travail en atelier apparaissent. C'est le cas de la vitrerie (associée à la miroiterie), de la serrure (y compris la clé-minute), de la ferronnerie. Celle-ci est surtout sollicitée pour des travaux de protection antiviol : lourdes portes métalliques (dont s'équipent peu à peu tous les commerces), grilles de fenêtres, de clôture ou de portail, ces dernières incluant toutefois une intention décorative. Un autre matériau, très utilisé, procède du même principe combinant protection et raffinement/allègement des formes architecturales : le claustra. Cette brique de béton ajourée, aux formes les plus diverses, est fabriquée et vendue sur place. Mais il ne s'agit plus d'ateliers ; plutôt d'aires de séchage, ce qui relègue cette activité (comme la mécanique automobile) dans les espaces résiduels du tissu urbain. Cela ne l'empêche pas de projeter des stands de vente sur les rues proches.

Quant au domaine des biens d'équipement, il comporte d'abord la section du meuble,

qui apparaît dans deux cadres différents : l'atelier de l'ébéniste où l'on commande à façon, et le magasin de vente du commerçant levantin, où le meuble est marié à son complément, le tissu. Il faut souligner les très remarquables progrès accomplis par les ébénistes abidjanais, sachant que je parle ici des tout petits ébénistes de quartier qui ne disposent que d'installations si rudimentaires que c'est miracle de voir ce qu'ils en sortent : des meubles très bourgeois aux courbes savantes et lisses qui contrastent fortement avec les meubles caisses, disons carrés, auxquels la production artisanale nous avait accoutumés. Il faudra bien trouver une explication à cette rapide progression qualitative (cf. infra).

Quelle qu'en soit l'origine, elle suggère également une évolution des intérieurs ou au moins d'une partie d'entre eux. Il est vrai que cette ébénisterie attire aussi une clientèle venue des beaux quartiers et c'est une dimension intéressante du phénomène. Mais cette attraction joue beaucoup moins - ou pas du tout - pour d'autres artisanats qui concourent aussi - et plus fondamentalement - au confort des logements. C'est pourquoi le développement d'une profession nullement traditionnelle, la plomberie, est à remarquer tout particulièrement. Elle est parfois associée au métier de carreleur et elle est relayée par un commerce, apparemment prospère, de mobilier sanitaire. Aussi frappante est la multiplication des artisans du froid, dont les minuscules ateliers croulent et disparaissent devant une montagne de frigidaires et climatiseurs à réparer. Ce qui ne semble pas porter ombrage aux professionnels de la ventilation, également très présents.

Soudaine apparition des métiers de la communication

Nous arrivons maintenant à une série d'artisanats de service qui sont, de loin, les plus inattendus. Non seulement ils sont, pour la plupart, totalement nouveaux sur la place, mais certains d'entre eux sont de pures innovations. On peut du reste dire que c'est tout un secteur, jusqu'ici à peu près inexistant, qui fait une entrée surprenante dans les quartiers populaires de l'agglomération abidjanaise. Une partie de ces services pourraient être globalement

assimilés à un secteur de la communication. Le cas le plus admirable est sans doute la prolifération soudaine des cabines téléphoniques, dans des quartiers et banlieues d'où il était à peu près impossible de téléphoner, et dans une ville où ce type d'équipement restait jusqu'ici ignoré : une seule tentative, récemment conduite par le service public aux alentours immédiats de la Poste centrale, avait rapidement avorté. Ces fugitives cabines produisirent-elles le déclic ? Là où le service public avait battu en retraite pour cause, semble-t-il, de vandalisme, l'initiative individuelle privée prit aussitôt le relais. Elle s'empara de l'idée et l'aménagea. Je ne sais quelle fut, dans cette affaire, l'attitude du service public et son éventuelle collaboration. Mais il semble qu'il n'y ait plus une rue où le passant ne puisse trouver à sa disposition une cabine téléphonique privée.

J'ai en mémoire l'une d'entre elles. Ou plutôt deux, cabine n° 1 et cabine n° 2 aménagées à l'intérieur d'un petit local en planches, aux peintures fraîches et lumineuses. Derrière une table, le propriétaire, l'œil rivé sur les cabines, un combiné à portée de chaque main, un annuaire ouvert devant lui. Derrière lui, un frigidaire garni de «sucreries». Au coin de la table vernie et nette, un bouquet de fleurs artificielles. Il y a aussi, aux murs, des photographies en couleur soigneusement encadrées. Dans un mouvement allant des cabines à la table et de la table aux cabines, un excellent ventilateur tourne. Entre les deux cabines, un calendrier. Et dans l'une d'entre elles, sous un chiffre 2 calligraphié, une cliente achève sa communication... car, en plus, ça marche ! On s'en étonne presque, tant le contraste est grand entre la nouveauté de ce négoce et la rigueur de la mise en scène, presque un rituel. Mais la nouveauté réside précisément à la fois dans cette soudaine appropriation d'un rôle et dans la rigueur formelle du rapport au client.

Les sucreries (boissons) peuvent être le «plus» du téléphone, mais le téléphone peut aussi être le «plus» d'un petit bar, tout en restant l'objet d'une publicité privilégiée. Il a toutefois plutôt tendance à s'associer à d'autres services nouveaux qui auront en commun l'utilisation d'une technologie moderne. Cela donne des petites

offices multiservices proposant photocopies, dactylographie «rapide», plastifiage de cartes d'identité, avec ou non le téléphone en plus.

Je suis témoin de la difficulté qu'il y avait, jusqu'à la fin des années 70, à faire exécuter une photocopie dans le centre-même d'Abidjan. Comment ne serais-je pas surpris, là encore, de trouver ce service au détour d'une rue quelconque dans un quartier quelconque. Et la dactylographie expresse, comme cela, comme on trouve un taxi... Par exemple chez «Léocadie», dont le joli kiosque arbore un logo très savant, ou encore dans telle boutique bleu azur, précédée d'une coquette palissade du même ton.

La calligraphie, point de départ de cette étude, s'inscrit bien dans cet ensemble. Elle n'est certes pas nouvelle en soi, mais la formalisation de ses produits est étonnante. J'ai dit l'importance des enseignes, pancartes et calicots qui en sortent, leur vogue extraordinaire, leur efficacité tout à fait nouvelle. On touche parfois à l'art de la pub, avec le choix d'une formule, la recherche d'un logo. Parfois, le petit atelier grandit et propose des services annexes : tampons, cartes de visite, décoration, portraits... à quoi peut s'ajouter, sans poser de problème à quiconque, la fabrication et la vente de «frigolos» (sucettes glacées)... Frigolos mis à part, on peut arriver au stade de la petite imprimerie. Il en existe à Abobo ; mais je ne saurais dire si leurs patrons sont d'anciens calligraphes. Quoi qu'il en soit, la liste de leurs «spécialités» (papier à en-tête, carnets-liasses, prospectus, etc.) nous avise que nous sommes peut-être entrés dans le domaine du «service aux entreprises», que d'autres commerces confirment en effet.

Artisanats intellectuels ou professions libérales ?

Pour commencer, on pourrait presque parler de bureaucratie. Plusieurs commerçants, au centre d'Abobo, affichent leurs compétences en matière de fourniture de bureau, surtout dans le domaine des machines (vente, maintenance, réparation) depuis la mécanographie jusqu'à l'électronique. On est un peu surpris, dans cette banlieue à peine sortie du «poto-poto» (je veux dire

d'un processus d'urbanisation populaire en pleine brousse, en pleine illégalité et en pleine boue), d'entendre parler de composants électroniques, de vidéo en circuit fermé, d'interphone, etc.

On l'est tout autant de voir d'autres prestataires de service proposer le courtage en assurances, la représentation, et toute transaction commerciale; d'autres encore se spécialiser dans le foncier et l'immobilier, comme ce Foncivoire Center, «oscar de l'immobilier», qui s'occupe de construction, d'achat, de vente et de location. La technique de la petite annonce, normalisée, sur panneaux d'affichage, fait son apparition.

Mais le fin du fin de cette montée d'un artisanat «intellectuel» et affairiste, proche de ce qu'il est convenu d'appeler des professions libérales (cf. supra celles de la santé et de l'enseignement privé), réside incontestablement dans les petites agences de conseil qui apparaissent ici ou là. Leur existence et la nature des services qu'elles proposent, presque tous orientés vers l'initiative et la création d'activités, clôtureront bien ce panorama. Prenons l'exemple de la «SARL» Multiprest, qui occupe un

local aussi modeste que toutes les boutiques évoquées jusqu'ici, un climatiseur en plus. Son principal luxe tient dans un immense panneau «calligraphié» indiquant les services qu'elle propose. C'est assez somptueux, comme on en jugera: Conseil juridique et fiscal, Assistance et aide à la création de PME, Etudes de projets, Recherche de financement, Formation, Organisation, Secrétariat, Téléphone public, et enfin Transaction d'accidents routiers!

Disons-nous que ce programme est symptomatique de l'atmosphère qui règne à Williamsville, à Abobo, à Abidjan? Oui, certainement, encore qu'il faille faire la part de la magie des mots écrits, calligraphiés, affichés. Magie et auto-suggestion, dérision aussi parfois. Mais si la calligraphie fait rêver, du moins le rêve qu'elle dessine est-il une indication sur la direction que comptent prendre de nombreux habitants d'Abobo et d'ailleurs, dans les secteurs les moins riches de l'agglomération abidjanaise.

Et puis, magie ou pas, leurs boutiques et ateliers sont bien là. Je n'en ai inventé aucune et aucun.

C. INTERPRETATION DU PHENOMENE

Il est probable que l'enthousiasme ou la surprise provoqués, chez le signataire de ces lignes, par la découverte de telle activité ou par la formalisation de telle autre fera sourire plus d'un observateur de l'urbanisation du tiers-monde, pour peu qu'ils soient accoutumés de fréquenter des régions plus anciennement urbanisées. Au contraire, ceux dont les modèles urbains appartiennent à l'Afrique profonde, ou bien à celle qui a plus cruellement subi la récession économique récente, ceux-là comprendront toute la portée des changements à l'œuvre dans les banlieues abidjanaises.

Il y a en effet, d'abord, un problème de «citadinité» ou, si l'on préfère, de modèle de développement urbain et, en aval de celui-ci, de modèle(s) de comportement. Il y a, ensuite, l'impact d'une situation économique. C'est de là que je suis parti au début de cet article et je dois y revenir. Mais il est impossible d'éviter le détour de la cita-

dinité, un détour qui passe par la définition du secteur d'activité étudié.

Artisanat et citadinité: à la reconquête d'un mot

Si le concept d'activité informelle, en dépit du flou dont on n'a pas réussi à le débarrasser, a pu se révéler si utile en Afrique (quoique contesté et contestable), et si peu opératoire dans d'autres régions du monde, c'est que se perpétuait en Afrique (et en quelques autres lieux) une situation duale opposant trop nettement un secteur «moderne» aux caractéristiques bien connues, et un secteur non nommé et largement ignoré parce que totalement étranger aux normes du premier. De l'économie «africaine» on ne reconnaissait guère, dans les villes, que le grouillement des marchés, essentiellement commerçants à la différence des souks orientaux (par exemple), plus industriels. On admettait bien que,

derrière cette activité centrale, œuvraient d'importants réseaux marchands, notamment pour l'approvisionnement vivrier des villes. On savait aussi qu'il existait, par ailleurs, une activité mouvante et instable de débrouille ou de survie. Mais on prêtait trop peu d'attention au phénomène de la boutique et de l'atelier, trop facilement confondu avec un ensemble d'activité dit «traditionnel», contradictoirement soupçonné à la fois d'archaïsme et d'amateurisme.

Pourtant, au niveau de la police municipale, ce type d'établissement est depuis longtemps soumis à taxation (il est redevable d'une patente) et lorsque, pour la première fois à Abidjan, ces activités «sédentaires» furent recensées en 1967, puis en 1976 (3), elles étaient déjà très nombreuses: 14000 pour un million d'habitants en 1976, ce chiffre englobant toutefois, indistinctement, toute activité en poste fixe, avec ou sans local. Les tailleurs et couturières, les menuisiers, les coiffeurs et les photographes, les réparateurs (auto, cycles, radio, horlogerie), les débitants de boissons et les restauratrices, les marchands de tissus, de chaussures, de bois et charbon, et surtout les boutiquiers «nago», font partie depuis longtemps du paysage abidjanais.

Mais il est vrai que cette première génération d'artisanats et de commerces sédentaires restait, dans l'ensemble, relativement rudimentaire. L'écrasante prédominance de deux postes de première nécessité (les boutiques-bazars et la couture/confection font près de la moitié du total recensé en 1976) en témoigne largement, ainsi que la répartition de ces activités dans le tissu urbain: hors des alentours des marchés et de quelques grands axes, la boutique-bazar est à peu près le seul commerce sédentaire (outre les dépôts de bois et charbon de bois) équipant les quartiers populaires en 1967 (4).

Cette catégorie d'activité eût-elle été plus développée, plus sophistiquée, qu'on ne se serait peut-être pas égaré dans le marais de l'informel. Du moins aurait-on eu soin de

détacher de ce concept - ou d'y distinguer clairement - un secteur «artisanal». Ce mot, c'est à dessein que je l'emploie abondamment dans ces pages. Il me semble en effet souhaitable que les analystes de l'informel se le réapproprient dans leur effort pour dépasser un concept (l'informel) à la fois trop péjoratif et trop attrape-tout. Et qu'ils arrachent par cette occasion le vocable «artisanat» à une dérive sémantique dans laquelle il tend parfois à s'engluier: il ne faudrait pas qu'il soit définitivement attaché au seul «artisanat d'art», expression trop souvent réduite au premier terme, employé dans un sens absolu pour désigner une industrie dite traditionnelle, à moins qu'elle ne soit purement et simplement à finalité touristique. L'évolution actuelle de la société abidjanaise, dont de nombreux signes (depuis les comportements démographiques jusqu'à la vie politique) démontrent qu'elle est en train de mûrir une citadinité de construction somme toute récente, et où l'on voit de plus en plus nettement s'opérer un tri entre des stratégies de transit, en régression, et des stratégies d'enracinement plus clairement affirmées, cette évolution semble naturellement la conduire à redécouvrir - ou à confirmer - un comportement citadin de tous les temps et de tous les continents: celui de l'artisan boutiquier dont la personne et le métier (ou le négoce) s'identifient au local où il accueille ses clients. Avoir «pignon sur rue» n'est certes pas consubstantiel au «projet» artisanal, mais cette dimension en est certainement la marque citadine, partagée avec ce qu'il est convenu d'appeler les professions libérales, dont beaucoup ne sont que des artisans intellectuels.

L'échoppe (ou le cabinet) fait la cité et inversement. Elle n'est pas nouvelle à Abidjan, mais les Abidjanais d'aujourd'hui répondent plus nombreux et plus diversement à l'appel. Surtout, ils semblent être dans un état d'esprit propre à donner à la boutique abidjanaise ses lettres de noblesse, à lui donner un lustre à la mesure de la modernité ambiante.

(3) Cf. J.P. CHATEAU, 1967 et 1977.

(4) Cf. A. DUCHEMIN, 1970.

Interprétation d'une modernité

Cette modernité, de quoi est-elle faite? Il est incontestable qu'elle trouve d'abord sa source dans le modèle occidental, au point qu'on pourrait n'y voir que mimétisme ou alignement. Le mimétisme ne serait qu'imitation caricaturale, l'alignement serait la sanction d'une banalisation des cultures urbaines.

On a certainement senti, en lisant ces pages, une part de théâtralité (cf. la logomachie des enseignes) ou de déguisement (cf. les cliniques de charlatan); mais on pourrait parler, plus positivement, de jeu ou d'humour, et il y aurait de bonnes raisons pour verser ce sens du jeu verbal au dossier d'une citadinité africaine spécifique. Il est également indéniable que l'apparition de métiers tels que la plomberie ou la dactylographie introduit des techniques et du matériel élaborés sur d'autres rives, satisfait ou répand des besoins que les Abidjanais ne sont pas les premiers à connaître. Mais il apparaîtra bientôt définitivement vain, dérisoire et désuet d'opérer de tels rapprochements.

Tournons donc la page de l'occidentalisation pour nous contenter d'apprécier la signification locale des choses: l'adoption de la vitrine par les couturières ou les coiffeuses-esthéticiennes, la généralisation de l'affichage et sa formalisation, l'attention nouvelle accordée à l'accueil du client avec des aménagements particuliers, de même que la diversité croissante des services proposés, tout cela démontre qu'une part importante de l'économie populaire opte clairement pour un art exercé au grand jour, paré des signes du professionnalisme et de la permanence; trois caractéristiques qui paraissent être en totale contradiction avec l'idée générale d'un secteur informel insaisissable.

On pourrait naturellement se demander, devant une telle évolution, si nous ne sommes pas en présence de ce que les économistes appellent un secteur de transition, c'est-à-dire en marche vers une logique d'entreprise et d'expansion. Mais il semble bien, sous réserve d'enquêtes spécifiques, que la quasi totalité des «entreprises» rencontrées soient de caractère individuel et ponctuel, éventuellement élargies à des stratégies familiales, parfois reliées à des

réseaux, employant souvent des apprentis et plus rarement des compagnons, confiées parfois à des gérants, mais des gérants toujours issus de l'entourage immédiat du propriétaire. Sauf aux marges de ce secteur «boutiquier» (peut-être dans le domaine de l'école privée?) ou dans des créneaux particulièrement porteurs (comme la quincaillerie générale), il semble que la logique de l'accumulation et de la croissance soit absente.

L'objectif est manifestement limité à ce qu'est fondamentalement une entreprise artisanale ou une profession libérale: un moyen d'existence indépendant. Nous avons simplement affaire, pour l'essentiel, à des artisanats de production, de service ou de distribution. C'est à l'intérieur de ce cadre que doivent être interprétés les dynamismes, les innovations et les transformations observées.

Transformation n'est pas transition, et si transition il y a, elle tend moins à sortir du champ de l'artisanat qu'à y entrer. En se formalisant, en s'attachant à un local, en s'exposant et en accueillant ses clients, l'activité néo-urbaine entre en artisanat, ou plus exactement dans un schéma citadin de l'artisanat. Ce statut acquis, il peut arriver qu'elle innove ou se transforme pour s'adapter au marché, à l'évolution de la demande. Elle peut aussi chercher à améliorer l'outil de travail, son efficacité, sa rentabilité, sans pour autant changer sa logique et sa finalité: celles d'une ressource autonome essentiellement tournée vers la consommation domestique et/ou ostentatoire. Adapter la production, améliorer l'outil ou le dispositif de vente n'est pas antinomique avec la logique non-accumulatrice de l'artisanat, logique qui ne saurait être systématiquement reliée et associée aux notions de tradition, d'immobilisme ou d'involution.

Une reproduction simple, élargie... ou améliorée?

Comme un ménage améliore sa maison, ce qui ne le conduit nullement à un comportement de promoteur, un artisan peut donc réinvestir une partie de ses gains dans son atelier sans faire le moindre pas vers la capitainerie d'industrie. Autrement dit, il existerait une certaine forme de reproduc-

tion élargie qui ne serait pas celle que la théorie économique réserve à l'entreprise capitaliste, qui ne serait pas le signe d'une transition d'une logique artisanale vers une logique d'entreprise; ni même, pour en rester à une expression plus mécanique, l'indice d'une entrée dans la «spirale» de l'accumulation.

Cette proposition pourrait peut-être réconcilier en partie les tenants de deux convictions opposées: ceux qui croient dans la capacité d'évolution du secteur informel et ceux qui n'y croient pas. S'ils s'affrontent sur le terrain de l'accumulation, les seconds n'ont que peu de mal à renvoyer les premiers aux résultats de leurs propres enquêtes: de réelles transitions sont rarement prouvées (5). Pourtant, la conviction des premiers n'est pas gratuite; elle se fonde sur l'observation de dynamiques qui ne peuvent être niées si elles sont difficiles à interpréter. La vérité, cependant, ne peut se situer à mi-chemin des deux convictions. Cl. de Miras insiste sur la dualité du secteur informel, nettement partagé, selon lui, entre un secteur de subsistance constituant la masse et voué à la reproduction simple, et une mince frange d'activités engagées dans une logique de profit et susceptibles d'entrer dans la fameuse spirale. Seules les entreprises appartenant à la seconde catégorie seraient donc sujettes à transition; d'où le concept de secteur de transition, mais qui prête à confusion (ce n'est pas de Miras qui le dit) car ce vocable laisse croire qu'il désigne une zone de passage entre le secteur de subsistance et l'entreprise capitaliste. En réalité, il s'agirait d'un type particulier d'entreprises informelles, d'ailleurs regroupées dans un nombre limité de branches d'activités.

De Miras soutient que les clivages théoriques proviennent en partie de la difficulté d'évaluer, sur le terrain, l'importance relative de ces deux sous-secteurs de l'informel; et de délimiter le champ dans le cadre duquel ce distinguo doit être fait. A chaque enquête son informel.

Cette explication est convaincante, mais non suffisante. Je pense qu'il manque un

chaînon ou, plus exactement, une catégorie d'analyse. On ne résoudra pas le différend en établissant que les uns et les autres ont un peu plus ou un peu moins raison. Tout en souscrivant au caractère réciproquement irréductible des deux sous-secteurs (de subsistance et de transition), parce qu'ils procèdent de deux dispositions d'esprit, de deux modes de fonctionnement et de deux situations structurelles différentes, et donc à l'improbabilité d'une catégorie de comportements/situations intermédiaires (qui donnerait à moitié raison à tout le monde), je crois qu'il faut introduire de nouvelles catégories d'analyse.

Si le secteur dit informel n'est pas homogène, l'énorme masse du sous-secteur dit de subsistance ne l'est pas davantage. S'en détache à l'évidence un phénomène «artisanat» au sens fort du terme, qui trouve d'ailleurs son équivalent dans le secteur dit moderne (cf. les chambres de métiers). Par opposition à l'entreprise capitaliste, il est clair que l'artisanat est voué, en première analyse, à la reproduction simple. Mais l'artisan possède un patrimoine (savoir, outils, atelier, boutique) qui est perfectible. La notion de reproduction simple ne lui est donc qu'imparfaitement adéquate. Parlerait-on de reproduction «améliorée»? C'est une proposition, mais je suppose que des auteurs plus autorisés que moi ont déjà songé à baptiser ce phénomène de tous les temps.

En tout cas, j'ai le sentiment que, si elle était adoptée, cette notion de reproduction améliorée, spécifique d'un artisanat installé et «branché», pourrait réduire bien des divergences (pas toutes) opposant défenseurs et négateurs d'un informel évolutif. Il resterait pourtant à se garder de deux sources de confusion. La première serait de ne pas distinguer avec soin, dans les progrès du secteur artisanal en général, ceux qui résultent d'une évolution progressive des unités en place de ceux qui tiennent à l'apparition de nouvelles unités, plus «modernes» et mieux dotées au départ que celles qui les ont précédées. Or il faut bien reconnaître que l'enquête dont il est ici

(5) Cf. Cl. de MIRAS (1987) citant COING, GERRY et BIRKBECK, LACHAUD et METTELIN, NIHAN et STELL.

question n'est pas à même d'établir les parts respectives de ces deux processus. La seconde erreur serait d'ignorer que l'origine et l'évolution du patrimoine (pour ne pas parler de capital) d'une unité artisanale (pour ne pas parler d'entreprise) peuvent être favorisées par des apports extérieurs à l'activité artisanale elle-même: revenus agricoles, revenus salariaux, interventions publiques (ou par ONG) de promotion. L'implication des revenus salariaux dans l'artisanat et, corollairement, le rôle de l'artisanat dans la survie des salariés, sont des réalités courantes que de Miras a bien analysées dans un autre quartier d'Abidjan (6) et sur lesquelles nous reviendrons (cf. infra). Une bonne part des innovations constatées à Williamsville et Abobo sont certainement redevables de cet échange existant entre les deux sphères de production; échange empruntant des canaux divers: pluriactivité du ménage ou de l'artisan lui-même, reconversion professionnelle après acquisition d'un pécule, dynamiques de famille élargie ou de réseaux, etc.

Artisanat et secteur de subsistance: critique d'un vocable

On vient de débattre des relations possibles entre les dynamiques observées et les concepts de transition et d'accumulation. Voyons à présent qu'elle est l'adéquation de ces faits avec le concept de secteur de subsistance à quoi les économistes africanistes (surtout) assimilent l'essentiel, sinon la totalité (de Miras, 1983) de l'économie dite informelle.

(6) Cf. de MIRAS, 1983.

(7) Cf. par exemple Cl. de MIRAS (1983). L'enquête faite par de Miras en 1979 dans un faubourg sud d'Abidjan (Port-Bouet «Derrière les rails») est très éclairante, par contraste, avec celle dont il est question ici, accomplie six ans plus tard dans la banlieue nord. Entre les deux, la période de récession. Dans l'enquête de Port-Bouet, nulle trace d'un dynamisme particulier. La liste des métiers est peu diversifiée, limitée à des postes traditionnels dont l'atonie paraît en effet justifier davantage le concept de secteur de subsistance dont Cl. de Miras se réclame. Pourtant, la spécialisation ethnique et surtout deux exemples de celle-ci, la confection béninoise et la menuiserie togolaise (qui regroupent le plus gros de l'effectif masculin), suggèrent que l'on a sans doute affaire à de véritables métiers, probablement plus chargés de sens qu'une simple démarche de «subsistance». Que les autres métiers - hors l'alimentation - ne soient cha-

Deux raisons sont avancées pour justifier l'utilisation du vocable «subsistance» (7): les recettes de ce secteur de production seraient exclusivement destinées à la consommation domestique (ce qui, soit dit en passant, pourrait suffire à expliquer l'absence de comptabilité si souvent rappelée pour justifier le vocable «informel»), et les biens et services offerts ne couvriraient eux-mêmes que les besoins immédiats de la clientèle.

Si l'on prend la première justification du vocable, il devrait logiquement s'étendre au salariat: la recherche d'un salaire est aussi une démarche économique limitée à des objectifs de consommation. Que les bénéfices de l'activité artisanale soient consacrés à la reproduction simple ne suffit pas à l'assimiler à une activité de survie ou même de subsistance, avec ce que ce terme a de réducteur (8). Même lorsque le contexte général est celui d'une économie de survie, l'activité artisanale répond à d'autres besoins existentiels, à d'autres pulsions. On résumera cette idée en disant que l'exercice d'une activité artisanale revêt aussi la valeur d'une fonction exercée dans la cité, d'un statut personnel que traduit assez bien la notion de «métier». Le rappel de ces dimensions n'est certainement pas un réflexe euro-péo-centrique ou méditerranéen. Pas plus que ne serait passéiste ou nostalgique le fait de récuser la tare implicite que l'expression «secteur de subsistance» semble infliger à des logiques non accumulatives.

Il est vrai que nombre d'occupations exer-

cun représentés que par un seul artisan (pour une population de 3 400 habitants) pourrait plaider, en outre, pour la thèse d'un artisanat de «fonction»: il y a «le» coiffeur, «le» mécanicien, «le» guérisseur de «Derrière les rails». Artisanat-métier, artisanat-fonction, deux dimensions de la pratique artisanale dont le concept «activité de subsistance» ne rend pas compte.

(8) On pourrait pousser plus loin l'analogie paradoxale entre le secteur artisanal et le secteur «moderne». La reproduction simple n'est-elle pas le propre du secteur public, au moins d'une large part de l'Administration? Bien des PME, notamment familiales, ne songent pas davantage à grandir. Et c'est bien aussi le cas de nombre de grosses unités industrielles, dont la création ou le maintien ne sont que des actes politiques. Sans compter toutes celles qui, privées ou étatiques, ne parviennent pas même à assurer leur reproduction.

cées par des néo-citadins peu stabilisés peuvent apparaître comme de simples bricolages. Il convient sans doute de distinguer un niveau d'activité correspondant à ce que nous appelons en France (quoique dans un contexte différent) les «petits boulots», caractérisé par une grande mobilité dans l'emploi et une très faible rémunération. Mais les apparences sont souvent trompeuses et le manque de qualification ou de formation n'est pas obligatoirement un bon critère. Quoi qu'il en soit, telle n'est pas la dominante des activités décrites dans ces pages, dont toute la stratégie de «montrer» et le parti pris de la «boutique» marquent justement la volonté de démentir toute idée de bricolage.

Et si l'on en vient à la seconde justification fondatrice du concept de «secteur de subsistance» (réponse peu valorisante aux besoins immédiats de la clientèle), on voit bien que les biens et services étudiés vont très au-delà de ces besoins immédiats (l'alimentaire brut en est absent) et que l'artisanat qui les propose a cessé d'être un simple auxiliaire de l'économie domestique. Le dynamisme dont il fait preuve, sa propension à innover et à s'équiper confirment cela; et plaident en faveur d'une autonomie du concept de l'artisanat, dont la «boutique» - dans une acception élargie - serait l'une des formes achevées.

Crise de l'emploi: arrivée des Ivoiriens, des salariés, des diplômés

Il reste à s'interroger sur les liens existant entre cet épanouissement artisanal et la récession économique, si curieusement simultanée. Seule une observation approfondie pourrait éclairer définitivement cette question. Mais un certain nombre de signes plaident en faveur d'un rapprochement des deux phénomènes.

Le signe le plus important est probablement celui que l'on peut lire dans la structure ethnique des activités observées. Il est temps de révéler enfin un trait essentiel de l'artisanat abidjanais, à savoir qu'il a toujours été essentiellement le fait des minorités étrangères, particulièrement de celles qui viennent des régions soudanaises d'une part, des régions du Golfe du Bénin d'autre part; c'est-à-dire, précisément, des régions

détentrices de traditions urbaines anciennes. Les spécialisations ethniques ou régionales, qui tendent à s'estomper, restent encore nettes - mais non exclusives - dans de nombreux cas: tailleurs et bijoutiers sénégalais, transporteurs, grossistes, charbonniers et maraîchers maliens, minotiers, briquetiers et maçons burkinabés, cordonniers, charretiers et cafetiers nigériens, photographes, réparateurs de radio, tresseuses et boutiquiers-bazar nigériens, horlogers et enseignants (cours du soir) béninois, menuisiers togolais, défriseurs et fumeuses de poisson ghanéens, etc.

Aujourd'hui, il semble que les Ivoiriens, jusqu'ici peu enclins à l'initiative artisanale ou commerciale, et auxquels le salariat public et privé était et reste prioritairement réservé, se jettent à leur tour dans la compétition et qu'ils participent fortement au renouveau de l'offre artisanale - sans que nous puissions chiffrer l'ampleur du phénomène. Précisons tout de même que les femmes ivoiriennes, elles, ont toujours été davantage présentes dans ce secteur d'activité, du moins dans ses formes non sédentaires. Sur les marchés, en 1976, elles étaient plus nombreuses que les étrangères: 15 300 contre 9 200 (Hommes: 1 900 Ivoiriens contre 10 500 étrangers). Dans la rue, toujours en 1976, elles étaient évaluées à 6 500 contre 5 500 étrangères (Hommes: 750 contre 12 250). En revanche, sous ses formes sédentaires (boutiques, ateliers, cabinets, lieux de consommation, etc.), l'artisanat abidjanais était et reste essentiellement masculin aussi bien pour les étrangers (10 800 établissements en 1976, dont 600 conduits par des femmes) que pour les Ivoiriens (3 400 établissements, dont 500 féminins). Mais les branches où opèrent les femmes, comme la restauration, la coiffure ou la couture, ne sont pas les dernières, on l'a vu, à se renouveler.

Pourquoi les hommes ivoiriens entrent-ils dans l'arène? Il faut bien qu'il y ait eu un changement conjoncturel ou structurel important pour provoquer un tel retournement culturel. Comment ne pas se tourner vers la crise économique comme facteur d'explication majeur?

On sait qu'il y eut, à partir de 1978/1980, un fort mouvement de désembauche, d'abord avec le démantèlement du puissant

système des sociétés d'Etat, puis avec une mise en ordre de la fonction publique, enfin avec le repli stratégique de plus du tiers des entreprises occidentales. C'était la première fois que cela arrivait en Côte-d'Ivoire avec une telle ampleur. On ne peut imaginer qu'une telle situation ait pu rester sans conséquences sur le comportement d'une partie des travailleurs ainsi touchés. Elle en eut au moins sur les jeunes.

Qui dit désemploie dit aussi non-emploi. Or cette réalité en rencontre une autre: l'arrivée sur le marché de l'emploi d'une génération bénéficiaire d'une politique active de formation professionnelle, développée dans les années 70. De nouveaux savoirs promis au salariat doivent donc s'investir ailleurs. Il est probable que l'on puisse expliquer ainsi les progrès brusquement accomplis dans l'artisanat du meuble. Les offres de dactylographie ou de maintenance électronique n'y sont peut-être pas non plus étrangères. J'ai vu des garagistes se prévaloir en lettres géantes de leurs diplômes, ce qui est assurément une nouveauté. Mais l'exploitation d'un savoir scolaire ne s'arrête apparemment pas à l'enseignement technique et professionnel. Les officines de conseil juridique et fiscal ou de négoce immobilier sont probablement le signe de l'arrivée - mais il faudrait le vérifier - de diplômés de l'enseignement supérieur.

Transfert et réinterprétation d'un marché laissé vacant

La relation de proximité

La récession économique a supprimé de nombreux emplois salariés, mais elle a aussi fortement modifié le paysage de l'offre. Ce phénomène est surtout sensible au niveau des activités tertiaires, et singulièrement dans ce qu'il est convenu d'appeler le tertiaire supérieur: le quartier du Plateau, après le retrait de nombreux commerçants français et européens, n'est plus ce qu'il était. Or la clientèle du cœur de la ville se

recrutait bien au-delà des couches privilégiées. Cette remarque est encore plus vraie si on l'étend aux grands services publics comme, par exemple, le système hospitalier dont on a vu qu'il avait radicalement modifié les conditions d'accès aux soins. Tout se passe comme si un transfert de l'offre s'était discrètement opéré du centre vers la périphérie (9) par le véhicule, sans doute, du personnel licencié, mais pas uniquement. Du moins cette conjoncture (qui revêt une dimension structurelle) a-t-elle pu accélérer un essaimage naturel qui, sans elle, se serait accompli sur une longue période et avec une moindre ampleur. Bien entendu, si transfert il y eut, il ne s'est pas fait à l'identique. Non seulement il reste évidemment très partiel, mais il s'est accompagné de ce que l'on pourrait appeler une «réinterprétation», ou encore d'un «recentrage» sur une clientèle différemment «ciblée». Le contexte urbain, surtout, est formidablement différent et c'est pourquoi ce réinvestissement engendra de nombreuses innovations, voire des inventions, des formules et des services inédits. La nouveauté des formules résulte en particulier de ce qu'à une structure relativement concentrée de l'offre (grands établissements de l'Etat ou commerces importants regroupés au centre de l'agglomération) succède une offre dispersée dans un tissu urbain ou suburbain indifférencié, une offre qui joue sur une relation de proximité pour aller au devant d'une demande «dormante».

Ce nouveau paysage de l'offre tire aussi son caractère de ce qu'il est la traduction d'une multitude d'initiatives individuelles dont la finalité, répétons-le, ne va pas au-delà d'un projet de caractère artisanal. Nous pourrions dire, en somme, que nous assistons au développement d'un «artisanat de proximité», par opposition aux concentrations observées au centre ville, autour et au sein des marchés de quartier, ou dans divers lieux stratégiques: carrefours importants,

aussi des Ivoiriens ont pris la place laissée par les Européens. Des services plus proches de la demande populaire ont été créés, et cela se sent bien au profil des foules dans la rue. Le transfert de l'offre s'est donc également opéré sur place.

gares routières, franges du contact ville-campagne, etc. Ce concept d'artisanat de proximité pourrait, en tout cas, utilement compléter la panoplie des instruments d'analyse de l'économie populaire.

L'artisanat comme assurance et comme choix

Le contexte économique étant à présent posé, nous pouvons revenir sur le caractère de cette démarche artisanale et la cerner un peu mieux. Elle n'est pas le fait, sauf cas exceptionnel, de futurs capitaines d'industrie puisqu'elle s'inscrit dans un mouvement de masse. Cherchant fortune dans une relation de proximité avec une clientèle non seulement modeste mais «atone» ou «passive» (contrairement à la foule qui se porte vers les places centrales), elle ne peut, dans le cas général, nourrir de grandes ambitions. Si elle consent un effort d'investissement souvent significatif, c'est qu'elle peut s'appuyer sur un minimum d'économies souvent issues du salariat, mais cette ressource initiale reste en général très limitée. Les installations, donc les formules d'exploitation, sont ainsi toujours simples, ce qui n'interdit pas l'acquisition, dans certains métiers, d'un équipement onéreux pouvant aller jusqu'à la petite machine-outil.

Enfin, s'il se vérifie que l'impulsion qui pousse les Ivoiriens vers l'initiative privée est bien la précarité qui pèse sur le monde salarial, on ne pourra s'étonner que le but recherché se limite parfois à prendre une assurance sur l'avenir. Il est en effet probable qu'une part non négligeable du phénomène soit due (notamment là où les investissements sont les plus lourds) à des fonctionnaires ou salariés toujours en poste et qui, en montant une entreprise artisanale, comptent se prémunir contre les aléas du marché de l'emploi ou (spécialement dans le cas des fonctionnaires) améliorer l'ordinaire, car leur pouvoir d'achat a fortement baissé. La Côte-d'Ivoire ne serait pas le premier pays au monde à voir ses fonctionnaires et ses salariés en général porter une seconde casquette, en ayant ou non recours à un proche pour gérer leur petite affaire privée. Noions que ce «pla-

cement» se porte parfois sur l'activité de l'épouse, qui tient ainsi boutique aux bénéfices partagés d'elle-même et de son mari. Il faut reconnaître que cette interprétation semble contredire la «vocation» artisanale. En réalité, pas vraiment. D'abord parce que la thèse de l'artisanat-assurance ne saurait être qu'une explication fragmentaire du phénomène. Mais surtout parce que cette thèse n'est pas incompatible avec l'idée d'une séduction exercée, sur les salariés, par le principe d'une activité libre et personnelle. On ne peut l'oublier: l'artisanat est d'abord une autonomie, soit de l'individu soit du groupe (quand il y a un réseau), et constituée à ce titre un choix. S'il est vrai que le recours à l'artisanat est souvent la conséquence d'un refoulement exercé par le monde salarial (notamment à l'égard des Abidjanais non-ivoiriens), il est également certain que nombre d'artisans, commerçants et prestataires de services divers n'auraient que faire d'une existence de salarié.

L'accident économique comme accélérateur du culturel

Pour conclure, je ferai deux remarques. La première est qu'il serait bien difficile de nier les liens existant entre la brutale récession économique que la Côte-d'Ivoire, après bien d'autres pays, connut au tournant de l'année 1980, et la soudaine explosion de l'offre artisanale constatée dans tous les quartiers de l'agglomération abidjanaise. L'exemple de la multiplication des infirmières privées à la suite d'une mesure économique appliquée aux hôpitaux suffirait à lui seul à démontrer ce lien. Ce dont il faut s'émerveiller, c'est qu'une passe économique difficile ait engendré un mouvement positif à de multiples égards: vitalisation de tissus urbains atones, apport d'un grand nombre de services au plus près des habitants, renforcement, qualification et diversification d'un secteur artisanal dynamisé, inventif et décidé à s'afficher; enfin implication des Ivoiriens dans un secteur jusqu'à boudé par eux. Cette traduction positive d'une crise cuisante (qui, par ailleurs, conserve ses aspects négatifs) (10) tend à prouver que l'économie ivoirienne dispose d'un

(9) Cette proposition est à la fois vraie et fausse. Ou, plutôt, elle cohabite avec son contraire, du moins à considérer ce qui se passe au Plateau. L'offre du Plateau s'est défaite, mais elle s'est reconstituée sur d'autres bases, avec d'autres acteurs: beaucoup de Libanais, de Vietnamiens et autres Asiatiques, mais

(10) Au nombre des aspects négatifs, et sans quitter le domaine de l'informel, il faut ranger naturellement

la multiplication des «petits boulots», autre refuge des non-salariés volontaires ou involontaires. La crise éco-

fonds de santé appréciable, à la différence d'autres pays de la région dont la crise mondiale semble au contraire avoir tué l'économie populaire.

Ma deuxième remarque sera pour souligner une évidence: la crise n'a pas inventé de toutes pièces les changements positifs qui se sont opérés sous son empire. Elle a certes provoqué un choc; mais, pour l'essentiel, ce choc n'a certainement entraîné qu'une accélération d'un processus culturel en marche. Je dis culturel à dessein car, en définitive, on a bien vu au fil de ces pages que, sous les ressorts économiques, c'est toute une culture citadine qui se forge. Comment en donnerais-je un exemple alors que toutes les rubriques de cette analyse en regorgent? Le bout de chemin que le creux de la crise a fait accomplir, sur cinq ans, à la «citadinité» abidjanaise s'inscrit sur un long parcours. Les Abidjanais de la

banlieue nord auraient sans doute attendu un peu plus pour voir arriver chez eux téléphones et photocopieuses, pour voir se multiplier chez eux les boutiques à vitrines ou les jardins d'enfants, pour découvrir des couturiers pour dames et des conseillers juridiques.

Il est vrai que tout cela ne fut peut-être, en cette fin 85, qu'un mirage. Comme ce vitrier dont on distinguait à peine le misérable atelier et qui, tout à coup, accéda à une évidente compétence par la magie d'une somptueuse enseigne «calligraphiée». Dans son atelier inchangé, ses découpes étaient-elles devenues plus savantes et plus précises? On pouvait le croire. Mais on ne sut jamais pourquoi les magiciens calligraphes étaient passés par là (on dit qu'ils nous vinrent tous du Bénin), ni pourquoi ils avaient choisi ce moment pour leur tour d'illusionnisme...

BIBLIOGRAPHIE

CHATEAU (J.P.), 1967. Recensement des activités dans l'agglomération abidjanaise. Ministère du Plan, Abidjan.

CHATEAU (J.P.), 1977. Recensement général des activités en milieu urbain (1976). Ministère du Plan, Abidjan.

DUCHEMIN (A.), 1970. Commerce (Abidjan). Planche D3a. *Atlas de Côte-d'Ivoire*, ORSTOM et Université d'Abidjan.

HAERINGER (Ph.), AUGIER (P.), TABA (Th.), 1985. L'innovation dans l'offre artisanale ou Quand la rue réinterprète la crise. Diaporama, 35'. ORSTOM.

N'GUESSAN (F. Kouakou), 1983. Les «maquis» d'Abidjan. *Nourritures du terroir et fraternité citadine ou La conscience de classe autour d'un foutou d'igname*. In: Abidjan au coin de la rue, Ph. Haerlinger éd., ORSTOM, Paris, pp. 545-550.

MIRAS (Cl. de), 1983. Secteur de subsistance et salariat dans les ménages. L'origine des revenus domestiques dans un quartier spontané d'Abidjan. In: Abidjan au coin de la rue, *ibid.*, pp. 429-448.

MIRAS (Cl. de), 1987. De l'accumulation de capital dans le secteur informel. In: Travail et identités dans les villes du tiers-monde, ORSTOM, Paris, pp. 49-74.

TORE (A.), 1985. Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la conjoncture. Karthala, Paris.

nomique aurait donc eu deux effets opposés sur l'économie populaire: élargir à un bout son niveau le plus informel, l'enrichir à l'autre bout d'un artisanat plus dynamique et mieux formalisé. Encore que le dyna-

misme et l'organisation soient chaleureusement reconnus, par certains auteurs (A. TOURE, 1985), aux catégories le moins bien loties.